

- **Nom**
Willaert
- **Prénom**
Marianne
- **Adresse**
29 avenue de Villiers
- **Raison sociale**
Fédération française des maisons de l'Europe

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Parlez-vous PAC : Quel nouveau visage pour la Politique agricole commune ?
- **Description de l'activité**
Manifestation grand public sur la réforme de la politique agricole commune
- **Date et heure**
22/10/2018 - 18h30
- **Lieu**
La Recyclerie, Paris
- **Nombre de participants**
80
- **Catégories de publics présents**
Grand public, mixité d'âges, nombreux jeunes

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
 - Christophe Preault (Modérateur, Toute l'Europe)
 - Patrick Dezobry (Agriculteur)
 - Vincent Cordonnier (DG Agri, Commission européenne)
 - Frédéric Michel (Ministère de l'Agriculture)

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**

Le grand thème de la soirée était la réforme de la PAC, les nouveaux défis que celle-ci a à affronter, son nouveau budget et ce que cela implique pour l'agriculture en France (pour les agriculteurs mais aussi pour les citoyens au sens large).

Titre de la Consultation : Parlez-vous PAC : Quel nouveau visage pour la Politique agricole commune ?

Description de l'activité : Manifestation grand public sur la réforme de la politique agricole commune

Date et heure : Lundi 22/10/2018, de 18h30 à 20h

Lieu : La REcyclerie, Paris

Nombre de participants : 80

Catégories de publics présents : Grand public, mixité d'âges, nombreux jeunes

Nom(s) des intervenants ou des grands témoins qui se sont exprimés :

- Christophe Preault (Modérateur, Toute l'Europe)
- Patrick Dezobry (Agriculteur)
- Vincent Cordonnier (DG Agri, Commission européenne)
- Frédéric Michel (Ministère de l'Agriculture)

Thèmes évoqués :

Le grand thème de la soirée était la réforme de la PAC, les nouveaux défis que celle-ci a à affronter, son nouveau budget et ce que cela implique pour l'agriculture en France (pour les agriculteurs mais aussi pour les citoyens au sens large).

Synthèse de l'activité :

– Intervenant, Vincent Cordonnier, assistant politique de la directrice générale adjointe à la Direction générale Agriculture de la Commission européenne (DG Agri)
Explication de la PAC et de ses objectifs (permet aux agriculteurs d'avoir un revenu décent, permet une grande variété d'agriculture en Europe)

La PAC doit répondre à de nouveaux défis et évoluer :

- Changement Climatique
- Perte de la biodiversité
- Digitalisation de l'agriculture
- Tout en continuant à satisfaire le consommateur

La PAC a donc besoin d'attractivité : l'agriculture, pour continuer à fonctionner, doit être viable. La PAC doit également être plus lisible, et en capacité d'innover.

Lors de la prochaine réforme de la PAC, celle-ci verra son budget diminuer. Les différents pays d'Europe ont une approche différente en termes d'agriculture, ont des priorités différentes, refusent globalement de payer plus, et on verra un trou dans le budget suite au Brexit. Il faut donc combiner tous ces éléments, ce qui explique la diminution du budget, dont les négociations sont toujours en cours au sein de la Commission.

– Frédéric MICHEL, sous-directeur Europe à la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Exprime les positions du gouvernement français, qui réfléchit à comment maintenir le rendement en France malgré la baisse du budget européen.

On a en France un plus grand rattachement à l'agriculture que d'autres pays d'Europe. La PAC est une machine qui évolue lentement.

La France demande un maintien du budget, même si le gouvernement est conscient que c'est compliqué, elle accepterait néanmoins, d'augmenter sa part au budget européen.

La France propose que la Commission établisse un plan stratégique dans chaque Etat-membre, qui lui serait propre. Le risque serait qu'il y ait trop d'individualité, donc la Commission devrait placer des garde-fous afin de garder l'esprit européen, et un caractère commun.

Il est également important de rappeler l'enjeu environnemental, le gouvernement français est favorable à ce que l'Europe mette en place une rémunération aux agriculteurs qui utilise des outils/techniques qui favorise le développement durable.

– Patrick DEZOBRY, agriculteur céréalier à Villiers-le-Sec, vice-président de la FDSEA d'Île-de-France

En tant qu'agriculteur, il souhaite que l'Europe ait une plus grande cohésion agricole (à l'image de la France où la diversité agricole est riche). Pour lui, l'Europe devrait plus jouer sur les prix, afin d'avoir un revenu décent.

Il souhaite également un système assurantiel plus performant, où les agriculteurs seraient plus protégés. Tout comme Frédéric Michel, il est favorable au fait qu'il y ait une reconnaissance de la qualité des produits, faits avec des techniques respectueuses de l'environnement ou bio.

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

- Les conditions économiques et la compétitivité loyale ne devrait pas permettre un revenu décent mais plutôt un revenu normal.

- Afin d'atteindre cet idéal, on devrait raisonner en termes juridiques et fiscaux au lieu de donner des contributions, avoir un régime fiscal plus favorable, au lieu d'aides directes (par exemple).

- **Pistes de proposition formulées**

Propositions évoquées :

Questions, attentes, et/ou problèmes soulevés :

- Les conditions économiques et la compétitivité loyale ne devrait pas permettre un revenu décent mais plutôt un revenu normal.

Afin d'atteindre cet idéal, on devrait raisonner en termes juridiques et fiscaux au lieu de donner des contributions, avoir un régime fiscal plus favorable, au lieu d'aides directes (par exemple).

- Il n'y a pas assez d'avancées en termes de protection environnementale, l'Europe devrait instaurer des mécanismes qui obligerait les Etats à utiliser des techniques agricoles respectueuses de l'environnement.

- Il y a un problème d'opacité de la PAC, l'Europe devrait la démocratiser, et rendre la PAC plus transparente et lisible pour le public.

- La PAC donne des aides à des sols qui sont par la suite bitumés, ce qui n'est pas normal. La PAC devrait donner des contributions uniquement aux terres agricoles.

- Il devrait y avoir des aides à l'hectare sous forme de rentes, qui seraient indispensable pour établir un projet agricole (surtout quand on sait que de moins en moins de jeunes souhaitent devenir agriculteurs).

- Une chose qui aiderait les agriculteurs serait qu'on adosse à la PAC une politique en européenne en matière d'énergie.

- En Europe on souffre car le marché est extrêmement compétitif, surtout quand on le compare aux Etats-Unis, par exemple, qui eux ont une politique plus interventionniste. Une politique comme cela est plus efficace. On devrait peut-être transposer une politique similaire en Europe, afin d'avoir de réels instruments afin de favoriser la transition environnementale. La nouvelle réforme devrait être de ce type afin de casser la dynamique actuelle.